



***Agir pour  
un mouvement syndical  
plus uni, plus militant et plus combatif***

Texte présenté au conseil fédéral  
des 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2007



**D**epuis la dernière réunion du conseil fédéral en janvier, il s'est écoulé un peu plus de quatre mois. Mais combien semblent éloignées ces deux réunions du conseil quand on examine le nombre d'événements qui se sont produits entre-temps.

Nous allons tenter de revenir sur les faits saillants qui ont marqué la conjoncture pour mieux situer notre action comme fédération enseignante, mais aussi comme composante du mouvement syndical québécois. Nous croyons que la réflexion du dernier congrès de la FNEEQ sous le signe d'une *profession engagée* trouve aujourd'hui un prolongement toujours d'actualité.

Reconnaissons, d'entrée de jeu, que la situation politique au Québec comme dans l'État canadien est volatile. Dans les deux cas, nous sommes aux prises avec des représentants politiques plus à droite que par le passé. Les élections provinciales sont venues renforcer le sentiment qu'un fort vent de droite souffle sur le Québec. Nous croyons toutefois que la situation n'est pas aussi sombre qu'elle peut le paraître à première vue.

Les résultats expriment un désaveu certain de la gestion mise en place par le gouvernement de Jean Charest. Plus qu'un virage à droite qui refléterait une poussée de néolibéralisme dans la population québécoise, le vote pour l'ADQ peut être interprété comme une volonté de changement que le PQ ne pouvait porter.

Il faut reconnaître dans l'environnement actuel toutes les occasions à saisir pour faire valoir les principes et les objectifs que nous poursuivons. Dans la conjoncture qui vient, il importe donc d'intensifier notre travail d'éducation et de mobilisation afin de préparer les batailles qui ne manqueront pas.

### **Au Canada, un gouvernement conservateur minoritaire qui perdure**

La conjoncture sur la scène fédérale canadienne demeure incertaine, mais la plupart des partis politiques sont hésitants quant au déclenchement d'élections générales. Si une échéance électorale rapprochée demeure toujours possible, dans les faits, plus le temps passe et plus elle semble s'éloigner!

Malgré que les conservateurs aient réussi à faire consensus contre leurs annonces en matière d'environnement, il semble bien qu'aucun parti d'opposition n'est en mesure de former un gouvernement majoritaire. Ainsi, sur le plan des orientations du gouvernement, on peut s'attendre au maintien des principales politiques canadiennes en ce qui concerne par exemple la politique étrangère, le soutien à la grande entreprise, l'environnement et les transferts aux provinces.

En ce qui concerne l'éducation postsecondaire, il est clair que les transferts fédéraux ne dépasseront pas le niveau de 800 millions de \$ annoncé lors du dernier budget fédéral, présenté une semaine avant les élections provinciales au Québec, tant que Stephen Harper demeurera au pouvoir. Rappelons que les demandes étudiantes et syndicales

exigeaient des investissements de 4,9 milliards, le gouvernement du Québec attendait 1,2 milliard, le consensus des premiers ministres provinciaux se situait autour de 2 milliards de \$.

Pour bien identifier le contexte auquel nous devons faire face, mentionnons qu'une autre mesure prévue en éducation postsecondaire, celle d'une hausse des plafonds des contributions au régime enregistré d'épargne étude (REÉÉ) qui ajoute une subvention gouvernementale de 20 % à la contribution des individus. Le gouvernement Harper renforce un régime implanté par les libéraux et basé sur le principe suivant : l'éducation postsecondaire est une affaire privée et le rôle de l'État est d'aider le contribuable à payer les études à ses « *personnes à charge* ». Or, le mouvement étudiant a déjà fait la démonstration que ceux qui bénéficient le plus d'une telle aide sont ceux qui peuvent le plus épargner!

Les orientations du gouvernement conservateur sont adoptées dans un contexte de surplus réel de 22 milliards de \$ ces deux dernières années seulement, même en tenant compte des nouvelles mesures de péréquation entre les provinces, qui se situent autour de 6 milliards de \$ (soit près de quatre fois moins) et des trop modestes mesures supplémentaires en environnement. Ce surplus, trois fois plus élevé que prévu, ira à l'abaissement de la dette qui demeure une priorité absolue du gouvernement conservateur.

### **Élections au Québec : une Assemblée nationale plus à droite, mais plus faible et plus instable**

L'élection du 26 mars a eu comme conséquence la réélection de Jean Charest à titre de premier ministre, mais aussi la constitution d'une Assemblée nationale plus à droite. Le Parti libéral du Québec (PLQ) au pouvoir et l'Action démocratique du Québec (ADQ) comme opposition officielle totalisent 89 députés. Si on ajoute ceux du Parti Québécois (PQ) qui partagent certaines orientations développées par ces formations, nous avons un paysage politique qui s'est nettement déplacé vers la droite. Toutefois, la division des voix entre trois partis à l'Assemblée nationale entraîne une plus forte instabilité.

Cela témoigne-t-il d'un mouvement irréversible ? Doit-il même être compris comme une adhésion nouvelle de la population aux thèses classiques du néolibéralisme ? Nous ne le croyons pas. Plusieurs observations indiquent une situation contradictoire avec les résultats<sup>1</sup>. Mais la nuance et l'interprétation du vote ne changent pas la réalité de la composition de l'Assemblée nationale : il faut saisir les occasions pour tirer avantage du contexte politique.

---

1 Nous présentons en annexe un sommaire des résultats des trois dernières élections générales au Québec 2007, 2003 et 1998. C'est à partir de l'examen de ces résultats que nous faisons les constats qui suivent.

Plus on se rapprochait du 26 mars, plus nombreux étaient les commentaires selon lesquels le taux de participation serait certainement plus important qu'à l'habitude. Or, il n'en fut rien. Le taux de participation est demeuré au même niveau record le plus bas obtenu en 2003. Sans élaborer sur les motifs, on doit constater que les dernières élections expriment un désintéressement de la politique électorale. Près de 30 % de la population ayant le droit de vote n'ont pas vu, dans les propositions des partis, des motifs suffisants pour exprimer leur choix.

On constate aussi une désaffection historique des appuis au PLQ. La chute de l'appui au PLQ constitue un message très clair pour lequel nombre d'électeurs *n'avaient pas voté pour ça* en 2003! Même s'il fut réélu, l'appui au PLQ a connu une chute de 400 000 voix en 2007, son plus bas niveau depuis au moins 30 ans. Toutes ces voix se sont reportées sur l'ADQ. Même de manière déformée, ce report confirme une protestation de cette partie de l'électorat qui a fui le PLQ.

Même s'ils furent les seuls petits partis à obtenir un tant soit peu d'appuis, Québec Solidaire (QS) et le Parti vert n'ont pas été des formations sur lesquelles le mouvement de protestation contre le PLQ s'est reporté. Par contre, dans certaines circonscriptions montréalaises, surtout celles de Mercier et de Gouin, les résultats de QS ont été semblables à ceux de l'ADQ ailleurs, ce dont le Parti vert ne peut se targuer.

À l'appui de l'idée qu'on ne peut pas conclure qu'un vent de droite balaie le Québec, il faut relever que, dans plusieurs circonscriptions montréalaises, un nombre considérable d'électeurs affirmaient hésiter entre QS et l'ADQ. On peut penser que ces personnes cherchaient une voix pour exprimer leur rejet de la politique prônée par le PLQ, dans un contexte où le PQ et son nouveau chef n'arrivaient pas à cristalliser leurs griefs. L'« *exposure* » dont jouissait l'ADQ et le populisme dont il a fait preuve ont aidé... mais cette observation sur des circonscriptions montréalaises est indicative de la nature des débats lors de la dernière campagne électorale.

L'élection d'un gouvernement minoritaire constitue le résultat majeur du scrutin. Il a entraîné, par conséquent, la constitution d'un cabinet des ministres réduit à 18, ce qui implique un cumul de fonctions important, peu propice à renforcer la crédibilité du nouveau gouvernement. Par exemple, madame Michelle Courchesne a été nommée la nouvelle ministre de l'Éducation, du Loisir, du Sport et ... de la Famille. À quand l'ajout de la Chasse et de la Pêche et un MELSFPC?

Bref, la nouvelle réalité du pouvoir politique au Québec est une Assemblée nationale divisée en trois partis, soit celui formant le gouvernement minoritaire et une opposition divisée en deux camps de force à peu près équivalents. Toute la conjoncture des prochains mois sera marquée par cette division, qui entraîne un affaiblissement certain de l'État et une forte instabilité politique.

### **Au cœur de la crise politique entourant le budget : la baisse des impôts**

Les derniers événements entourant le budget de Monique Jérôme-Forget et l'intention annoncée des deux partis de l'opposition de voter contre le budget risquent de faire

tomber le gouvernement nouvellement élu. Au cœur de cette crise se trouve le projet inachevé de la baisse des impôts : depuis le 26 mars, Jean Charest a réitéré à plusieurs reprises la volonté de son gouvernement d'y procéder sans délai. Cette question concentre plusieurs enjeux politiques de différents niveaux, et notamment le sort réservé à l'enseignement supérieur.

Le fait que le PLQ soit réélu lui fait croire qu'il peut garder l'initiative. Le discours d'ouverture du gouvernement Charest « *nouveau* » à l'Assemblée nationale et la présentation récente du budget par une Monique Jérôme-Forget qui a pris du poids, politique bien sûr, ne font pas de doute sur ce plan. Les annonces portent sur un certain nombre de modifications réalisables à court terme dans la continuité de ses politiques d'avant les élections. Mentionnons, entre autres, une démarche favorisant une place plus grande du secteur privé en santé et services sociaux, le dégel des droits de scolarité et cette réduction des impôts.

Jean Charest avait annoncé son intention peu avant les élections et à la suite de la présentation du budget fédéral. Il indiquait alors vouloir utiliser les 700 millions de \$ prévus en transferts fédéraux pour le Québec à d'autres fins que ceux désignés dans le budget fédéral. Parce qu'il prétend avoir déjà donné en santé et en éducation, il croit pouvoir faire autre chose avec cet argent supplémentaire du fédéral. Il sert à la population québécoise le même tour de passe-passe avec les transferts en santé et services sociaux au début de son dernier mandat.

Le PLQ voit dans cette mesure une manière de compléter le mandat qu'il croyait avoir reçu en 2003 et ainsi retrouver les votes perdus. Ironiquement, c'est sa fermeture quant au cadre budgétaire de baisses d'impôts de près d'un milliard de \$ qui risque de le faire tomber. Ce qui n'est pas sans rappeler la confrontation lors des dernières négociations dans le secteur public, tout autant que l'attitude qu'il a eue avec la grève étudiante en 2005, où il avait bénéficié du secours du fédéral pour retirer la mesure controversée.

Conscient de la menace de voir son mandat écourté, le gouvernement croit pouvoir profiter de la division de l'opposition et d'une composition plus à droite de l'Assemblée nationale pour amener à terme son projet. Mais la lutte politique entre les trois partis ne s'est pas interrompue avec les élections. Si la crise actuelle entourant le budget se résorbe, elle ne sera que remise à plus tard.

Au-delà des baisses d'impôts, c'est le prétendu choix entre la dette et les services publics qui nourrit les débats. D'ailleurs, l'ADQ a saisi l'occasion pour faire la leçon au PLQ sur la dette.

On doit rappeler à ce propos que l'adhésion de la population et aussi des jeunes à des services publics de qualité est confirmée par différents sondages, entre autres par celui de CROP réalisé au cours de décembre 2006. C'est ce genre d'élément qui donne une lecture de la conjoncture permettant de croire que le résultat des élections n'est pas totalement en phase avec les valeurs que porte la population dans son ensemble.

Certes, la dette demeure aussi une préoccupation dans les sondages. Mais rappelons à ce sujet qu'à l'automne 2005, au plus fort de la confrontation entre le gouvernement libéral et les syndicats durant la négociation du secteur public, la population interrogée sympathisait avec les revendications des salariés, souhaitait le soutien au secteur public, même si elle refusait de consentir à hausser l'effort fiscal pour y arriver. Cette ambivalence ne devrait pas faire croire que le discours de l'ADQ est plus en phase avec la population. Il existe des moyens pour obtenir un meilleur financement des orientations sociales et ce n'est certainement pas par le biais d'une exemption de la taxe sur le capital!

Le sort des baisses d'impôts n'est pas encore complètement scellé : il le sera bientôt. Toutefois, on ne peut passer sous silence le constat que trop peu est fait dans le budget présenté par madame Jérôme-Forget pour l'enseignement supérieur. Le gouvernement prétend avoir remis tous les transferts obtenus, mais le seul argent neuf en enseignement supérieur viendrait de la poche des étudiantes et des étudiants. La CRÉPUQ, comme la Fédération des cégeps, y trouvent bien peu leur compte. Il est certain, gouvernement libéral minoritaire ou non, qu'une bataille politique plus âpre devra s'engager pour obtenir, de la part des deux paliers de gouvernement, un meilleur financement de l'enseignement supérieur.

### **L'avenir du Parti Québécois et la « question nationale »**

Parallèlement à tout cela, une inquiétude peut être constatée concernant l'avenir du PQ, et les conséquences de ce qui se passe dans ce parti sur l'avenir du Québec.

La FNEEQ, comme composante de la CSN, partage cette reconnaissance de l'aspiration légitime du Québec à devenir une nation disposant de tous les leviers nécessaires pour se gouverner elle-même. Nous reconnaissons ainsi l'intérêt que peut constituer la souveraineté du Québec pour nos membres. Toutefois, notre approche au regard de la question nationale refuse de faire de l'accession du Québec à son indépendance le seul paradigme du débat stratégique.

Il est vrai que nous serions tous concernés et consternés par l'échec d'un troisième référendum. Mais la question est plus vaste que le problème référendaire. Pour nous, la définition d'un authentique projet social est indissociable d'un projet national.

Le problème du PQ tient peut-être tout entier dans cette question, qui est l'objet d'une profonde crise d'orientation stratégique, sur les liens à développer entre l'accession du Québec à sa souveraineté et un modèle de société à développer. Or, ces deux aspects se heurtent au projet de gestion quotidienne de l'État.

### *La performance du PQ*

Les résultats des élections confirment pour le PQ un recul historique à 28,35 %! Le résultat de 2007 ne fait qu'accentuer la sévère chute de 25 % de voix enregistrée en 2003 alors qu'il avait perdu le pouvoir. Le total des pertes de 2003 et 2007 amène une chute de 35 % de ses appuis en comparaison à 1998.

Tout au long du mandat de Jean Charest, le PQ n'a pas constitué l'opposition qu'il aurait dû être, concentrant ses efforts sur une campagne à la chefferie qui a abouti au gâchis électoral que l'on sait. A posteriori, la plupart reconnaissent qu'André Boisclair a fait une bonne campagne, mais le mal était fait et le faible résultat a été perçu comme une grave défaite dont la conséquence, à laquelle on pouvait s'attendre, fut la démission d'André Boisclair.

Plus les élections se rapprochaient, plus le PQ avait de la difficulté à opérer une refonte en profondeur de son programme, et ce, en dépit des intentions mal cachées de son chef. Malgré sa volonté de prendre ses distances avec les syndicats et les luttes sociales, la pression exercée par celles-ci sur le PQ ne pouvait faire autrement que de le pousser à réaffirmer des positions plus « sociales-démocrates », d'autant plus que s'annonçait l'apparition irritante d'un petit parti à sa gauche.

Au lendemain d'un résultat accablant, André Boisclair a voulu montrer sa capacité à diriger cette redéfinition majeure du PQ. La réalité politique l'a rattrapé et il a dû démissionner à la suite de l'effondrement général de ses appuis au sein du parti.

#### *Pauline Marois et le virage à droite du PQ*

Vraisemblablement, il reviendra à Pauline Marois de mener cette refonte du programme du PQ. Or, le risque qu'elle l'amène vers la droite est bien réel. En effet, c'est ce que nous lisons des propos qu'elle a tenus avec l'annonce de sa candidature, malgré le fait qu'elle ait obtenu la deuxième place à l'élection à la chefferie du PQ en 2005, et ce, grâce à l'appui de partisans considérés comme les plus progressistes du PQ.

Elle a rapidement annoncé deux conditions majeures de refonte du programme du PQ. D'abord la suppression du projet de référendum, tout comme André Boisclair l'avait indiqué lui-même après les élections. Puis une actualisation de l'approche sociale-démocrate du parti, que nous comprenons comme une intention de faire primer la création de la richesse sur sa redistribution équitable. Pour certains, cela peut paraître relever du gros bon sens. Mais on peut aussi décoder que le PQ nouveau favoriserait un soutien sans équivoque au secteur privé avant la progression des droits sociaux. Il faut rappeler que Pauline Marois a été à la tête de nombre de ministères stratégiques sous Lucien Bouchard et sous Bernard Landry, entre autres durant une période de compressions budgétaires de l'État dans les années 90.

Vraisemblablement, elle sera couronnée chef du PQ, qui placera en elle les espoirs d'un repositionnement capable de récupérer une partie de l'électorat perdu à l'ADQ et, ultimement, lui permettre de reprendre le pouvoir. La cause souverainiste sera-t-elle en meilleure posture ? Le mouvement syndical connaîtra-t-il une écoute plus soutenue de la part d'un gouvernement péquiste de Pauline Marois ? Nous éviterons ce type de pronostic de peur d'être déçus!



*Actualité du développement d'une alternative politique progressiste*

Le PQ n'est pas un parti moribond. L'engouement pour la candidature de madame Marois et ses annonces sur le plan des orientations permettent d'envisager un nouveau cycle d'alternance comme nous en avons connu par le passé. Le PQ, de retour au pouvoir, se ferait alors le garant d'une bonne gestion de l'État. Nous croyons, pour notre part, que la contribution syndicale au débat stratégique de l'avenir du Québec s'appuie sur la prise en compte des intérêts sociaux et économiques de membres que nous représentons. On ne peut distancier notre point de vue de celui de la défense de la cause des travailleuses, des travailleurs et des membres salariés de nos organisations.

En ce sens, le combat que nous pouvons assumer sur le plan politique, comme organisation syndicale, se prolonge toujours dans le développement d'une alternative politique progressiste. Cette perspective devrait compter certainement sur nombre de militantes et militants péquistes déterminés à faire en sorte que le PQ revienne à des valeurs progressistes, mais elle devrait se définir indépendamment des orientations que le PQ s'apprête à adopter à la suite du couronnement de Pauline Marois. Nous croyons surtout que celles et ceux qui ont choisi d'agir sur le plan électoral en votant pour QS seront certainement de ce type de rendez-vous. C'est à ce titre que les syndicats ne peuvent situer leur action dans la seule perspective d'un appui au PQ. Favoriser l'évolution à gauche sur la scène politique exige des recompositions qui dépasseront certainement la stricte naissance de QS, mais qui se situent en dehors des destinées que le PQ nous annonce.

Il n'y a qu'à penser aux nouvelles générations qui s'apprêtent à s'impliquer sur le plan syndical et qui contribueront à redéfinir le champ politique. Un premier combat politique en ce sens demeure le soutien que nous pouvons apporter partout, dans nos milieux, à la réforme électorale et à la mise en place d'un mode de scrutin proportionnel. Il ne s'agit pas ici de développer une nouvelle théorie des étapes. Mais il s'agit d'identifier le champ démocratique nécessaire pour faire avancer les intérêts de la population québécoise et des membres de nos organisations.

**Une division syndicale dominée par une même approche sur le plan politique**

Si nous croyons que les résultats des élections ne sont pas totalement en phase avec les valeurs que porte la population dans son ensemble, il est un constat qu'on ne peut nier, c'est le peu d'impact des positions syndicales dans ces élections.

Après le mandat du gouvernement Jean Charest et les controverses qu'il a suscitées, plusieurs dans le mouvement syndical espéraient qu'une désaffection du PLQ serait aussi une désaffection de l'approche néolibérale. L'absence de projet cohérent en ce sens explique peut-être en partie les résultats, et on associe encore un renversement de tendance avec le retour potentiel au pouvoir du PQ.

Les élections provinciales ont à nouveau été un révélateur de cette double réalité du mouvement syndical, qui conditionne la conjoncture dans laquelle nous évoluons

comme composante enseignante. On observe une division accrue des forces syndicales qui prend racine surtout dans le secteur public et qui se manifeste de plus en plus sur la base de regroupements professionnels, d'une part, et sur la propension encore très forte des organisations à appuyer le Parti Québécois sur la scène politique électorale, d'autre part.

#### *L'appui politique électorale au PQ*

Au cours de la campagne électorale, plusieurs ont relevé l'absence d'une campagne unifiée contre la loi 43. La seule convergence apparente à s'être mise en place fut celle de l'appui électorale au PQ.

La difficulté d'aboutir à un plan de match plus articulé concernant la lutte à la loi 43 s'est heurtée à des divergences sur l'importance relative des enjeux entourant la révision du régime de négociation d'une part, et la place réservée à la question salariale dans le secteur public d'autre part. Mais au bout du compte, ce qui fut déterminant dans le contexte électorale, c'est l'identification de l'approche électorale en appui au PQ.

Il est vrai que le Parti Québécois, sans remettre en question le décret, agissait dans le but de renouer les liens avec les syndicats, en proposant de réviser le régime de négociation, d'abroger les dispositions répressives et de renégocier dans un calendrier plus serré. La FTQ a incité ses membres en congrès extraordinaire à voter pour le PQ.

De son côté, la CSN n'a pas donné de consigne explicite de vote, fidèle à sa position de neutralité durant la période électorale. Toutefois, dans le but de *contribuer à la discussion permettant d'identifier quel parti politique appuyer*, la CSN invite à *choisir le parti dont les valeurs, les actions, la clarté des engagements autant que la capacité de les réaliser correspondent au plus près aux orientations de la CSN*. En fait, elle invitait à ne soutenir que le PQ dans le contexte électorale québécois. Bref, en modulant selon la culture et les pratiques de chacune, les grandes organisations syndicales se sont retrouvées derrière l'appel au vote stratégique.

Lors du dernier conseil confédéral, la FNEEQ a enregistré sa dissidence quant à l'appui que le comité exécutif de la CSN invitait à exprimer à l'endroit du PQ. Les interventions de la FNEEQ visaient à amender la position de la confédération, avec le souci de lui donner une perspective d'expression des valeurs syndicales, tout en tenant compte de la pluralité des positions des membres des syndicats qu'elle représente, comme l'avait exprimé le congrès de la FNEEQ.

La délégation de la FNEEQ a évalué que la position présentée par le comité exécutif de la CSN était incompatible avec celle adoptée par ses instances à l'effet « de continuer à promouvoir la construction d'une alternative politique progressiste, en rupture avec les partis ayant soutenu ou soutenant des positions néolibérales ». La position défendue par la FNEEQ n'était pas une stricte incitation à voter pour Québec Solidaire. Cependant, une analyse débouchant sur l'appui au seul Parti Québécois apparaissait à la fois impropre à traduire l'indépendance politique dont le mouvement syndical doit témoigner,

mais également incompatible avec la position FNEEQ, en ce qu'elle manque d'ouverture à l'égard d'un autre parti manifestement beaucoup plus proche des valeurs CSN.

Dans la discussion, tout en reconnaissant l'intérêt de certaines mesures progressistes de la plate-forme électorale du Parti Québécois, la FNEEQ a considéré que l'orientation mise de l'avant relevait d'une vision trop utilitaire de l'action syndicale. Promouvoir une alternative politique progressiste, selon nous, signifiait reconnaître qu'un vote pour QS constituait un choix politique tout aussi défendable. Avec les caractéristiques du système électoral britannique, comment un parti peut-il se développer si ses propres alliés naturels écartent la possibilité de voter pour lui ?

Les amendements proposés par la FNEEQ visaient à donner à la recommandation soumise un minimum d'ouverture, dans un contexte politique dont tous reconnaissent la difficulté. On doit aussi noter que le conseil confédéral a rejeté l'amendement avancé par la FNEEQ par quelques voix.

#### *Une importante recomposition syndicale dans le secteur public*

La période électorale n'a toutefois pas permis aux principales organisations de concrétiser une bataille commune contre la loi 43. Il a fallu le jugement du Bureau international du travail (BIT) sur cette loi pour raviver la nécessité de relancer cette bataille. De nouvelles discussions intersyndicales ont eu lieu, moins sur le contenu que sur la méthode et le cadre de travail. Ce qui a empêché les choses d'aboutir, cette fois-ci, c'est la volonté du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) de devenir véritablement un pôle syndical indépendant dans le secteur public.

Toutes les composantes du secteur public de la CSN ont clairement accepté l'idée de faire front avec tous les groupes associés au SISP, et les discussions pour mettre en place une coordination CSN-FTQ-SISP ont été menées avec le souci de respecter la composition de chacun des groupes de cette nouvelle coalition. Cette dernière a choisi d'adopter un plan de campagne indépendant qui est actuellement mis en branle.

Le SISP regroupe surtout des organisations professionnelles composées de manière dominante par les plus hauts salarié-es du secteur public. Il affirme représenter 325 000 personnes, dont 270 000 dans le secteur public. Au-delà des chiffres, il est maintenant reconnu que la CSN et la FTQ ensemble représentent moins de salariés que le SISP dans le secteur public.

Cette nouvelle coalition s'est mise en place à la suite des attaques subies par les organisations syndicales dans leur ensemble, et en particulier la CSN, durant le premier mandat du gouvernement Charest. La loi 30 a obligé la redéfinition en quatre (4) strates du personnel syndiqué en santé et services sociaux et a accentué une différenciation basée sur les intérêts sectoriels des catégories d'emploi.

Il est vrai aussi que le pôle constitué par le SISP dans le secteur public peut refléter les aspirations d'une plus grande unité syndicale. Toutefois, l'indépendance dont il fait

preuve dans sa campagne sur la loi 43 rappelle la fracture du printemps 2005, une attitude qui n'aide pas, selon nous, au renforcement du rapport de force avec l'État.

Nous ne pouvons penser, à l'avenir, en fonction du traditionnel Front commun CSN-FTQ-CSQ qui a caractérisé les alliances intersyndicales dans le secteur public depuis 35 ans. Cette formule, qui ne permet de représenter qu'une partie de la réalité syndicale du secteur public, est révolue. Le SISP deviendra dorénavant un facteur clé dans toutes les négociations et les mobilisations à venir. Dans ce sens, la conférence de presse tenue par la CSQ, la FTQ et la CSN sur la dernière décision du BIT n'était qu'un événement de circonstance et n'indiquait aucunement un retour à la formule traditionnelle de front commun dans le secteur public.

Il faut apprécier dans ces événements plusieurs phénomènes concomitants qui se sont cristallisés. La division historique entre la FTQ, la CSQ et la CSN a heurté de manière importante la crédibilité de l'action syndicale. La croissance des organisations indépendantes et l'évolution des personnels vers une professionnalisation accrue dans le secteur public sont aussi des facteurs importants qui rendent encore plus complexe la constitution d'alliances.

De plus, toute cette évolution se produit alors qu'un renouvellement important de la main-d'œuvre s'opère dans toutes les sphères des services publics. De plus en plus de jeunes, plus scolarisés qu'auparavant, sans l'expérience des luttes et qui ne se sentent pas concernés par les divisions syndicales traditionnelles, deviennent salariés et syndiqués.

#### *Une profonde crise de crédibilité du mouvement syndical*

Toute cette difficulté de bâtir une plus grande unité dans le mouvement syndical se développe dans un contexte d'une charge accrue contre les mobilisations syndicales qui, dans le secteur public, appellent à des décrets. Les quelques jours de grève à la Société de transport de Montréal (STM) ont déclenché une importante campagne de dénigrement dans le but de forcer les salariés à renoncer à leurs moyens de pression et à accepter les conditions que la ville de Montréal avait décidées. Cette déferlante médiatisation nourrissait les commentaires des intellectuels des relations du travail : *Soit! Le syndicalisme d'antan avait raison de se battre à ce moment, mais aujourd'hui il n'a pas vraiment sa place!*

Comme le notait justement Gil Courtemanche, dans le journal *Le Devoir* de samedi dernier :

*Dès le déclenchement de la grève, les télévisions se sont mises en état de catastrophe naturelle. [...] Ceci n'est pas un ouragan qui dévaste la ville, mais une grève légale qui se déroule en été, une grève où le syndicat a accepté de fournir des services essentiels le soir et la fin de semaine...*

(À propos d'une grève « tragique », Gil Courtemanche, *Le Devoir*, samedi 26 mai 2007, p. A4)

Cet épisode illustre à lui seul un nombre considérable de caractéristiques de la charge que subit le mouvement syndical. Les événements entourant le conflit démontrent aussi l'impact de la montée de l'ADQ dans le paysage politique qui pousse à maintenir une ligne dure contre les mobilisations syndicales.

Ces campagnes médiatiques visent à imposer comme un fait irréfutable une absence de capacité financière de l'État ou des entreprises. Comme Gil Courtemanche le remarque dans le même article :

*On ne négocie plus la masse salariale globale. Les gouvernements imposent d'avance ce qu'ils appellent le « cadre financier », qui soustrait de la négociation l'enjeu souvent majeur de l'augmentation du pouvoir d'achat...*

Aussi, pendant que les profits et les surplus s'accumulent, qu'on hausse les tarifs et qu'on baisse les impôts, des études concluent sur un accroissement des tâches et du caractère pénible du travail.

Ainsi, une telle attitude politique de la part des pouvoirs publics et le contexte médiatique plus général amènent plusieurs membres à se questionner à nouveau sur l'utilité des moyens d'action, attitude observable auprès de l'ensemble des syndicats de la fédération, mais aussi auprès des syndicats des autres fédérations du secteur public. À sa manière, le fait que la grève sociale de 2004 ne se soit pas concrétisée a été vécu, par nombre de secteurs, comme témoignant de l'incapacité des organisations syndicales à associer l'acte à la parole.

### **Agir pour un mouvement syndical plus uni, plus militant et plus combatif**

Les syndicats sont parmi les forces sociales les plus importantes et les mieux organisées au Québec. Mais, pour faire valoir tout ce potentiel de mobilisation, une conscience plus aiguë des enjeux doit être développée pour faire face aux nouvelles réalités des luttes syndicales.

Pour agir dans un environnement politique dominé par des partis de droite, le mouvement syndical doit développer une approche plus unie, plus militante et plus combative, celle qui donne le ton, celle qui indique la direction, dans le but de dégager les conditions à un contre-discours et à un projet alternatif aux politiques néolibérales dominantes.

Quelle que soit l'issue de la crise politique au Québec sur la question budgétaire, il y a de grandes chances pour que le gouvernement Charest soit de courte durée. Cette conjoncture doit nous inciter à accentuer nos efforts de mobilisation. Les prochains mois seront déterminants ***pour intensifier la mobilisation et agir pour renverser la tendance qui a cours actuellement dans les milieux de travail.***

- ***Pour exiger l'abrogation de la loi 43*** et agir en première ligne des organisations syndicales qui se mobilisent contre elle,

- **Pour réclamer** une hausse du financement de l'éducation,
- **Pour augmenter la résistance** devant les projets des directions d'établissements d'alourdir la tâche ou de contraindre à des économies sur nos conditions de travail,
- **Pour faire valoir** la réalité de notre travail,
- **Pour mettre au grand jour**, sur la place publique, la détérioration des conditions de réussite des étudiantes et des étudiants,
- **Pour associer notre voix à celles et ceux** qui réclament l'accessibilité la plus complète à l'enseignement supérieur,
- **Pour faire avancer** aussi le type de syndicalisme que nous voulons.  
Notre implication au sein de la CSN comme auprès des autres organisations syndicales et sociales est essentielle de ce point de vue. Le Forum social québécois, qui se déroulera en août prochain, constitue le seul rendez-vous intersyndical véritablement pluriel, qui implique de surcroît plusieurs organisations sociales et qui offre une tribune large pour présenter un tel point de vue. La tenue d'un tel événement constitue une victoire sur la division accrue que nous pouvons vivre sur plusieurs plans.
- **Pour appuyer la mobilisation étudiante** pour combattre la hausse des droits de scolarité et contrer le dégel. Le rôle de la FNEEQ dans ce contexte pourrait être important. Si la mobilisation annoncée se concrétise, madame Courchesne aura très peu de temps pour faire autre chose! Et si des élections étaient déclenchées maintenant, la question du dégel serait remise au jeu! Pour contrer l'actuelle volonté politique pour un dégel, il faudra une audacieuse mobilisation étudiante et même plus. Il faudra que les mouvements syndicaux et sociaux appuient la mobilisation étudiante et fassent la promotion d'une authentique perspective d'accessibilité afin d'obtenir un véritable débat public sur la place de l'enseignement supérieur au Québec.

Jean Charest dit vouloir gouverner avec plus d'écoute! Soit. Nous devons le prendre au mot et faire valoir nos revendications, pour qu'elles deviennent un élément au regard duquel les partis à l'Assemblée nationale ne pourront plus éviter de se situer. Agir dans un environnement dominé par des velléités de droite exige de nos organisations que nous saisissons toutes les occasions pour faire valoir nos préoccupations dans l'ordre du jour politique.

Y aura-t-il des élections fédérales avant les prochaines élections au Québec ? On ne saurait le dire. Mais il est certain que les jours du gouvernement Charest sont déjà comptés.

## Annexe

### Survol des résultats des élections provinciales

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des résultats des trois dernières élections générales au Québec 2007, 2003 et 1998. Un examen rapide nous permet d'identifier les constats suivants : maintien d'un faible taux de participation, désaveu du PLQ et constitution d'un gouvernement minoritaire, recul historique pour le Parti Québécois, montée de l'ADQ.

**Tableau 1 : Résultats comparés 2007, 2003, 1998 des cinq partis ayant obtenu les meilleurs résultats en 2007\***

Partis politiques	Élections générales 2007				Élections générales 2003				Élections générales 1998			
	Bulletins valides		Nombre de candidats		Bulletins valides		Nombre de candidats		Bulletins valides		Nombre de candidats	
	Nombre	%	Nbre Élus		Nombre	%	Nbre Élus		Nombre	%	Nbre Élus	
Parti libéral du Québec/Quebec Liberal Party	1 313 664	33,08	125	48	1 755 863	45,99	125	76	1 771 858	43,55	125	48
Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont	1 224 412	30,84	125	41	694 122	18,18	125	4	480 636	11,81	125	1
Parti Québécois	1 125 546	28,35	125	36	1 269 183	33,24	125	45	1 744 240	42,87	124	76
Parti vert du Québec/Green Party of Québec	152 885	3,85	108	0	16 975	0,44	37	0	ne s'applique pas*			
2007 - Québec Solidaire; 2003 - UFP; 1998 - PDS	144 418	3,64	123	0	40 422	1,06	74	0	24 097	0,59	97	0
Taux de participation	4 010 696	71,2	673	125	3 866 248	70,4	646	125	4 115 163	78,3	657	125

\* Note : Le Parti vert du Québec n'avait pas de candidatures en 1998. Mentionnons que le Bloc Pot a obtenu près de 10 000 voix en 1998 au lieu des 1500 en 2007. Par ailleurs, nous avons mis en perspective Québec Solidaire (QS), l'Union des forces progressistes (UFP) et le Parti de la démocratie socialiste, qui furent des partis constitutifs de la fondation successive des formations.

#### Maintien d'un faible taux de participation

Le taux de participation enregistré aux dernières élections fut de 71,2 %. Rappelons que le record depuis 1927 fut atteint en 2003 avec 70,4 %. Auparavant, les taux de participation ont été de 78,3 % en 1998, de 81,6 % en 1994, de 74,9 % en 1989, de 75,7 % en 1985 et de 82,5 % en 1981. Ceux enregistrés aux référendums de 1980 et de 1995 furent respectivement de 85,6 % et de 93,5 %.

#### Désaveu pour le PLQ et constitution d'un gouvernement minoritaire

Même s'il fut réélu, le Parti libéral du Québec (PLQ) a enregistré en mars dernier sa plus faible performance depuis au moins 30 ans. Pendant toutes ces années, il obtenait généralement autour de 1 700 000 voix. D'ailleurs, en 2003, le PLQ a pris le pouvoir

avec un nombre de voix à peu près identique à celui qui l'avait relégué dans l'opposition en 1998, soit plus de 1 750 000.

En 2007, le PLQ a perdu le quart de ses électeurs, soit au-delà de 400 000 voix, par rapport aux deux élections précédentes comme le démontre le tableau précédent. Le 26 mars dernier, il reprend le pouvoir, mais de façon minoritaire, avec un peu plus de 1 300 000 voix.

#### *Recul historique pour le Parti Québécois*

La désaffection de l'électorat du PLQ ne s'est pas reportée sur le Parti Québécois (PQ). On remarque en effet un nouveau recul pour le PQ en 2007. Il obtient 28,35 %, un recul historique puisque c'est le niveau le plus faible aussi depuis 30 ans!

Mais le résultat de 2007, une réduction d'environ 140 000 voix par rapport à 2003, ne fait qu'accentuer la sévère chute qu'il avait enregistrée à ce moment. En effet, le PQ avait perdu le pouvoir en 2003 à la suite d'une réduction de 475 000 voix des suffrages obtenus, soit 27 % de son appui en comparaison de 1998. En 2007, le nombre de voix en sa faveur se réduit encore plus pour constituer une chute totale de plus de 600 000 voix dans les deux élections, soit 35 % de ses appuis en comparaison de 1998.

#### *Montée de l'ADQ*

La montée de l'ADQ est proportionnelle à la somme des pertes des voix du PLQ et du PQ, soit 530 000 voix. Il est intéressant de noter que la tendance dominante de l'élection de 2007 se trouve dans la désaffection massive du PLQ vers l'ADQ.

Par ailleurs, même si Québec Solidaire et le Parti vert ont été les seuls petits partis à obtenir un tant soit peu un appui lors des élections générales de 2007, ils n'ont pas constitué des formations sur lesquelles les voix en provenance des deux partis traditionnels se sont reportées.